

Roms à Gardanne : « Nous sommes la mauvaise conscience des autres élus »

PAR LOUISE FESSARD
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 1 MARS 2014



© L. Fessard/Mediapart

En septembre 2012, Roger Meï, maire (PCF) de Gardanne, a mis un terrain à disposition de douze familles roms, chassées de Marseille. Une initiative unique dans les Bouches-du-Rhône où, à l'approche des municipales, la plupart des élus se font discrets sur le sujet.

À une vingtaine de minutes à pied du centre-ville de Gardanne (20 785 habitants), ce sont des vêtements qui sèchent sur une clôture qui, les premiers, signalent la présence d'habitants au Puits Z, sur le carreau d'un ancien puits de mine des Charbonnages de France. Puis les enfants qui se ruent dans les bras des arrivants, le sourire aux lèvres. Chassés d'un trottoir marseillais à un autre pendant des années, une soixantaine de Roms ont fini par échouer à Gardanne en septembre 2012, après une vague d'expulsions de la métropole. Ils s'installent sur deux terrains, l'un privé, l'autre public.



Derrière le terrain, la Sainte-Victoire et la centrale thermique de Gardanne © LF

« Nous avons réagi comme tout le monde, on leur a dit d'aller ailleurs », raconte Roger Meï, 78 ans, maire PCF depuis 1977 et candidat à sa succession (pour un... septième mandat). « Ce n'était pas gagné : le maire nous a d'abord envoyés balader, puis il a

mesuré le côté dramatique de la situation », dit Didier Bonnel, l'un des militants d'Attac à l'origine de la création du collectif Roms de Gardanne. Réunissant ses chefs de service, Roger Meï décide un lundi matin de mettre les familles, toutes roumaines, à l'abri, « provisoirement » au moins pour l'hiver. Il cite François Hollande qui, dans une lettre au collectif Romeurope en mars 2012, s'engageait : « On ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution. »

Un an et demi plus tard, les tentes ont été remplacées par des caravanes et des mobile homes fournis par Emmaus et la fondation Abbé Pierre. On compte même une caravane taguée, rescapée de « Yes we camp », ce **campement alternatif** installé à L'Estaque, le temps de Marseille capitale européenne de la culture. Le terrain a été raccordé au réseau EDF et au canal de Provence qui alimente deux points d'eau (non potable). Sans sanitaires, l'ensemble tient plus du bidonville que du village d'insertion. Les femmes font la vaisselle et la lessive à l'eau froide, et pour les toilettes, direction les broussailles alentour. Après une expérience malheureuse de W.-C. chimiques, la ville a fait un devis pour une fosse septique : « 70 000 euros, nous n'avons pas les moyens », balaie George Férouz, directeur du centre communal d'action sociale (CCAS).

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Mais s'en tenir là serait ignorer la forte mobilisation des services municipaux, des services publics et du collectif Roms de Gardanne. Difficile de se rendre au Puits Z sans croiser un ou plusieurs intervenants : cours de français pour les adultes, alphabétisation, aide aux devoirs, atelier couture, prévention médicale, protection maternelle et infantile, etc. Une assistante sociale a été embauchée à temps plein par le CCAS et un gardien est présent à mi-temps sur le site. Les familles recensées (79 personnes) ont signé **une charte** en 2013 : interdiction de faire brûler autre chose que du bois, de mendier, d'accueillir d'autres personnes. Les parents se sont surtout engagés à scolariser les enfants, répartis dans plusieurs écoles pour ne pas créer de « classe ghetto ».

Les débuts n'ont pas été faciles. « *Les parents ne voulaient pas amener leurs enfants au ramassage scolaire, car ils avaient la trouille de ne pas les retrouver le soir*, dit Christine Verihac, membre du CCFD et coprésidente du collectif Roms de Gardanne. *Nous avons réalisé que des choses qui nous paraissaient normales leur faisaient une peur bleue, à eux qui ont vécu dans la rue pendant des années.* » « *Tous les matins, l'éducation nationale nous faxe l'état de présence des enfants* », explique Georges Felouzis, directeur du centre communal d'action sociale. « *Il n'y a pas de Leonarda ici : s'ils ne vont pas à l'école, ça barde* », tonne Roger Meï.

Dans cette ancienne cité minière qui s'est agrandie au fil des vagues d'immigration, l'ancien instituteur sait que l'intégration « *passera par les enfants* ». Lui-même **petit-fils d'un grand-père venu de Toscane** pour travailler sur les chantiers navals de La Ciotat, Roger Meï dit ne pas avoir été à l'école « *parce qu'à l'époque, on n'obligeait pas les petits Italiens à s'y rendre* », regrette-t-il.



Maria, 28 ans, est passée par les squats de Lyon puis les trottoirs marseillais. © LF

« *C'est une étape intermédiaire intéressante : si au moins on stabilise les familles, cela permet un travail des services sociaux, de scolariser les enfants, etc.*, résume Caroline Godard, membre de l'association Rencontres tsiganes. *Et pour les avoir suivies à Marseille, les familles n'ont plus du tout la même tête !* » Arrivée en France avec son mari en 2006, Maria, 28 ans, parle parfaitement français. La rançon de cinq ans passés à faire la manche sur le Vieux-Port près de l'Hôtel de ville de Marseille.

« *Pour mettre du gasoil, faire les commissions pour les enfants, il faut gagner 20-25 euros par jour*, décrit-elle. *Nous n'avions pas le camion pour les ferrailles, on dormait dans une tente Quechua à La Rose (13^e*

arrondissement), puis près du marché aux puces (3^e arrondissement), on redescendait en bus au Vieux-Port le matin. Tous les jours, je mettais 5 ou 10 euros de côté pour le camion. Sans camion, on ne peut rien faire. On l'a acheté il y a trois ans. » La jeune femme a appelé son petit dernier, né le 23 décembre 2013, Christian, comme le chef de la police municipale de Gardanne, Christian Huc, qui passe tous les jours au Puits Z. « *C'est quelqu'un de la famille pour nous, sourit-elle. Il nous a aidés, il est arrivé avec l'eau et des couches. On n'oublie pas ça. On s'attendait à être expulsés, on ne croyait jamais qu'on allait pouvoir s'installer là !* »

Après ces années de galère et de harcèlement policier, Maria est déjà soulagée de pouvoir se poser avec son mari Nicolai et ses quatre enfants, tous nés en France : « *Pour le dernier, la vie est facile, mais pas pour mes trois filles nées à l'Hôpital Nord et à Conception, quand j'étais dans la rue. C'est très dur, la rue. J'ai plein de choses dans la tête* », dit-elle pudiquement. Si elle prend le temps de nous raconter un peu de sa vie, dans sa coquette caravane, c'est « *pour les autres qui sont toujours dans la rue à Marseille* ».

« **Le cheval de bataille est vraiment le boulot** »



De l'ancien puits, ne restent que le chevalement et le bâtiment électrique. © LF

Les Roms du Puits Z vivent du ferrailage, de « *gâches* » (travail au noir), complétés par les paniers hebdomadaires des Restos du cœur. À gauche du campement, les camionnettes déversent leur livraison quotidienne de vieilles machines à laver, cadres de lit, pneus, caddies, et autres carcasses récupérées sur les trottoirs ou dans les décharges. « *Ça a l'air un peu spartiate mais, dans ce désordre, c'est très organisé*, remarque Bachir, le gardien. *Je veille à l'hygiène et à ce qu'ils ne stockent pas les métaux n'importe où.* »

Les hommes se cotisent pour acheter le fourgon, puis ils récupèrent les carcasses, les décortiquent, le cuivre d'un côté, la ferraille de l'autre, et revendent à une société de ferrailage. « 100 euros la tonne de fer, si c'est du cuivre un peu plus. En tout, autour de 250 euros ou 300 euros par mois », indiquait Christian Huc dans un reportage de Rue 89. Quelques rares familles, arrivées il y a plus de dix ans en France, bénéficient également d'allocations familiales. « À l'époque, elles y avaient le droit et la CAF ne les a pas coupées », explique Isabelle Pavlos, assistance sociale du CCAS.

Avec la fin depuis le 1^{er} janvier 2014 du régime transitoire qui restreignait l'accès des Roumains et des Bulgares à l'emploi, l'objectif est désormais l'insertion professionnelle. « Nous n'avons pas envie qu'ils restent au Puits Z ad vitam æternam, dit Christine Verihac. Il faut quand même être honnête, c'est un bidonville. Le cheval de bataille est vraiment le boulot, qui leur conférerait un statut moins précaire, surtout dans le contexte incertain des municipales. »

Rien que l'inscription au Pôle emploi ouvre un droit au séjour de six mois. Augustin, 27 ans et cinq enfants, fait partie des premiers du Puits Z à s'être rendu mi-janvier à l'agence de Marseille. « J'avais déjà essayé en 2012, ce n'était pas possible, mais ils avaient gardé mon nom, c'était plus facile », sourit le jeune homme. « Les Roumains de Marseille qui sont allés s'inscrire au Pôle emploi Saint-Charles ont eu un bon accueil, ils ont pu s'enregistrer avec leur numéro d'Aide médicale d'État, confirme une fonctionnaire, sous couvert d'anonymat. Mais ce n'est pas le cas dans toutes les agences du département. Certaines disent ne pas avoir reçu les nouvelles directives. » Et encore faut-il que les CCAS acceptent, comme à Gardanne, de fournir une adresse de domiciliation aux Roumains installés sur leur commune.

Arrivé à Marseille en 2000, Augustin travaille déjà « au noir » dans la mécanique auto. « Je me suis fait attraper deux fois par la police, j'ai expliqué les enfants et tout, et ils m'ont relâché », dit le jeune père de famille. Isabelle Pavlos, assistante sociale, ne se fait pas trop de souci pour Augustin et sa famille. «

Les hommes qui sont en France depuis longtemps sont ceux qui ont le plus de ressources, explique la jeune femme. Ils parlent français, ont déjà fait quelques contrats, certains ont été scolarisés au collège. On va trouver des chantiers d'insertion pour eux. » Ce sera plus compliqué pour les familles arrivées plus récemment, pauvres parmi les pauvres. Car au sein même du Puits Z, tout le monde ne part pas sur un pied d'égalité.



Réunion emploi après la levée des restrictions pour les Roumains et les Bulgares. © LF
Ce mardi 21 janvier 2014, deux éducatrices de la Maison d'accueil d'information et d'orientation de Gardanne ont organisé une réunion emploi dans le hangar du Puits Z. « Un premier essai pour savoir quels sont leurs attentes et leurs projets », précise Julie, éducatrice spécialisée. Dans un petit local aménagé par les bénévoles, un adolescent de 16 ans assure la traduction. Moyenne d'âge 20 ans, sept hommes, trois femmes, ambiance très joviale. Que savent-ils faire ? Que veulent-ils faire ? Emploi ou formation ? Connaissent-ils Pôle emploi ? Quel est leur niveau de français ? D'anglais ? « Yes, yes, English people ! On parle aussi espagnol », s'amuse l'un d'eux, passé par l'Irlande. Au milieu des rires, un autre prétend devenir « mécanicien des femmes » (comprenez gynécologue), ou « ministre » à la mairie de Gardanne.

Un jeune homme de 16 ans s'est arrêté à la 4^e, un autre de 20 ans avait débuté un CAP de plomberie à Marseille. Les hommes veulent travailler dans « les poubelles », la mécanique, la maçonnerie, la restauration, les travaux agricoles, ou encore comme chauffeur pour l'un qui a le permis B international. Les rares femmes présentes parlent elles... de ménage. « C'est compliqué : elles sont restreintes à la sphère domestique et sans beaucoup de contact avec le monde extérieur », constate Isabelle Pavlos. Le cas

d'une adolescente de 13 ans, arrivée sur le Puits Z à l'automne 2013 et « mariée » dans la foulée, a d'ailleurs été signalé aux autorités.

Rumeurs



© LF

À Gardanne, où 26 % des électeurs ont voté Marine Le Pen lors de l'élection présidentielle de 2012, l'installation des Roumains a reçu un accueil plus que mitigé. Mi-décembre 2013, lors d'un bilan sur la zone de sécurité prioritaire créée en août 2012 pour lutter contre les cambriolages, Franck Gobillard, le commandant de la brigade de gendarmerie d'Aix-en-Provence, a assuré que les Roms « *n'agissent pas en pays gardannais* » et que « *la situation est calme* ». Malgré ces dénégations, les rumeurs vont bon train. « *Ça n'a pas été facile, tout le monde était contre : rendez-vous compte, ils ont mangé les 40 canards du plan d'eau !* » ironise Roger Meï. Il y a eu les canards passés à la casserole, de même que le chameau blanc d'un cirque, le traditionnel « *Ils volent des enfants* » ainsi que la piscine « *construite aux frais de la mairie* » ou encore les caddies de nourriture payés par le maire. A contrario, certains habitants déposent régulièrement des vêtements et des jouets à l'entrée du terrain et le collectif Roms de Gardanne compte plus de 100 adhérents bénévoles recrutant jusqu'à Aix-en-Provence.

Les femmes se risquent encore peu jusqu'au centre-ville, sauf les jours de marché ou pour aller à l'église le dimanche matin. « *Il suffit que deux femmes roms aient une attitude désagréable un jour de marché, en demandant des denrées de façon agressive, pour retourner toute une partie de la population contre eux* », remarque Georges Férouzis. Pour tenter de faire taire les critiques, Roger Meï assure que l'accueil des familles roms, budgété à 160 000 euros jusqu'en juin 2014, ne coûte pas un sou aux Gardannais. L'État

a mis la main à la poche, à hauteur de 83 666 euros, le département des Bouches-du-Rhône pour 35 000 euros. La région ainsi que le Fonds social européen devraient compléter le tour de table dans les prochaines semaines.



© LF

Pour expliquer son geste, Roger Meï aime citer Jean Jaurès, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, ainsi que les évangiles. Mais l'humanisme n'empêche pas la realpolitik : « *On a fait preuve de cœur mais aussi d'intelligence, car les familles présentes empêchent les autres de venir sur la commune* », dit-il. Quand 70 Roms supplémentaires, chassés de Marseille, ont débarqué sur le Puits Z en octobre 2012, le maire n'a pas hésité à les expulser, après avoir dû couper l'électricité sur le terrain pour des raisons de sécurité. « *Depuis les Roms de Gardanne disent aux autres de ne pas venir mettre la pagaille sur la commune* », se félicite Christian Huc.

Lors des réunions en sous-préfecture d'Aix-en-Provence, le directeur de la police municipale constate que ses homologues sont tous « *empêtrés dans des référés qui ne font que déplacer les Roms d'un côté à l'autre de la route* ». Avec une facture parfois très salée : à Aix-en-Provence, l'évacuation de quatre camps en 2012 a coûté plus d'un demi-million d'euros en frais de justice et de nettoyage à la ville et à la communauté du pays d'Aix, selon **La Provence**.

Contactée, la mairie d'Aix-en-Provence a émis des doutes sur ces chiffres, sans en fournir de plus probants.

En juillet 2013, trois hommes du Puits Z ont été condamnés pour un vol de câbles dans un transformateur ERDF de Gardanne. Christian Huc a immédiatement demandé aux deux familles concernées de quitter le terrain. Mais ce n'est pas suffisant aux yeux de Jean-Brice Garella, tête de liste PS à Gardanne. L'entrepreneur est opposé au principe du « camp » qualifié d'« échec » et qu'il compte fermer s'il est élu en mars 2014. « Les personnes n'ont pas bougé d'un iota depuis deux ans, il y a une fréquentation aléatoire de l'école. Tout est géré dans la plus grande opacité, directement par le cabinet du maire », critique Jean-Brice Garella, qui axe sa campagne sur l'insécurité.

« On sait qu'il y a sur le terrain des personnes qui ont un casier judiciaire ou ont été arrêtées à de multiples reprises, affirme l'entrepreneur. Il s'agit d'une population typée serbo-croate, avec des blousons en cuir et un regard plus agressif. Eux chargent les métaux, chapardés par les Roms, et vont les vendre dans le Jura à des ferrailleurs. Cette partie qui organise le trafic, on doit l'exclure. » Quand on lui demande d'où il tient ces informations, notamment sur les casiers judiciaires confidentiels, Jean-Brice Garella dit s'être rendu sur le terrain et lire la presse. Le tri n'est pas fini : « Il y a encore une partie qui ne veut pas s'adapter aux principes républicains et qui doit partir. » Restent « ceux prêts à s'intégrer et à changer leur mode de vie ». Soit tout au plus « 5 à 7 familles, estime Jean-Brice Garella, pour lesquelles il faut trouver des solutions au cas par cas ». Le candidat PS cite notamment des HLM disponibles dans la commune, ce qui « les empêcherait de continuer les trafics ». « Le PS a fait une déclaration dans le journal municipal que le FN n'aurait pas reniée », fustige Roger Meï.

A Marseille, « intégrer 1000 Roms » sur le mandat



De l'ancien puits, ne restent que le chevalement et le bâtiment électrique. © L.F.

La municipalité et les associations espèrent que d'autres communes leur emboîteront le pas. « Si tout le monde faisait un petit effort, il n'y aurait plus de problème rom en France, plaide Didier Bonnel. Nous avons accueilli par le passé des afflux de populations immigrées bien plus importants ! » Mais dans la région, la démarche de Gardanne fait exception, même chez les élus de gauche. « Nous sommes leur mauvaise conscience », sourit Roger Meï. Fin 2012, le collectif Roms de Gardanne a envoyé une lettre aux maires alentour. « Sans réponse ou alors à côté de la plaque du type "Nous avons déjà un terrain pour les gens du voyage" », dit Didier Bonnel. « Tout le monde s'intéresse à Gardanne... en espérant que cela ne leur arrive pas, les maires ont peur de devoir se positionner pour ou contre », commente une fonctionnaire.

Plusieurs villes de gauche se seraient pourtant penchées sur le pari du Puits Z. En catimini. « Certains candidats réfléchissent à faire la même chose après les municipales, mais ils ne vont pas l'afficher sur les programmes, affirme Georges Férouzis. Ce n'est pas très porteur électoralement ! » Candidat PS à la mairie de Marseille, Patrick Mennucci est l'un des rares dans les Bouches-du-Rhône à afficher la couleur. Plutôt qu'un terrain comme à Gardanne, s'il est élu en mars 2014, le député préférerait « stabiliser les familles avec du logement diffus sur toute la ville, comme ce que fait déjà la fondation Abbé Pierre ». « Il y a beaucoup de fonds de l'Union européenne qui ne sont actuellement pas utilisés par la ville de Marseille », souligne le maire de secteur des 1^{er} et 7^e arrondissements.

Reste à savoir comment le candidat à la mairie centrale composera avec ses candidats têtes de liste PS aux mairies de secteurs. Plusieurs d'entre eux (**Christophe Masse** dans les 11^e et 12^e arrondissements, **Garo Hovsepien** dans les 13^e et 14^e arrondissements, **Samia Ghali** dans les 15^e et 16^e arrondissements) n'ont jamais caché leur hostilité à l'installation de Roms sur leur territoire. « *Les maires de secteur n'ont pas l'autorité pour refuser*, assure Patrick Mennucci. *D'ailleurs, les maires de secteur de gauche ont toujours dit "OK mais sur toute la ville".* »

Au sein de la droite marseillaise, seul l'adjoint à l'exclusion de Jean-Claude Gaudin, Michel Bourgat (UMP), qui ne se représentera pas aux prochaines municipales, salue l'initiative gardannaise. « *Même s'il n'est pas du même bord, Roger Meï a eu le courage de réaliser une forme de ce que j'aurais voulu faire à Marseille*, souligne le médecin. *Les expulsions actuelles consistent à déplacer la poussière, car les familles vont s'installer sur le trottoir d'à côté dans les mêmes conditions indignes.* » En 2009, son projet d'installer quelques familles roms dans une ancienne caserne de gendarmerie du 15^e arrondissement s'était heurté à l'opposition de plusieurs élus locaux PS, dont la maire de secteur et sénatrice Samia Ghali.

« *On voulait faire une plateforme de transit pour accueillir les gens expulsés des squats et faire un travail médico-social*, se souvient Michel Bourgat. *Tout était bouclé avec la préfecture des Bouches-du-Rhône. Mme Ghali est allée voir Jean-Claude Gaudin au Sénat et a fait capoter le projet. Même chose avec Garo Hovsepien, ça a été l'horreur quand j'ai voulu placer quatre familles sur un terrain militaire dans les 13^e/14^e.* » « *Il faut être pragmatique*, lance l'adjoint au maire. *Il y a 20 000 Roms en France dont moins de 2 000 dans les Bouches-du-Rhône et de 1 500 à Marseille. Ce n'est rien ! Comment fait-on pour gérer une population aussi faible ?* »

[[lire_aussi]]

Un discours en rupture totale avec celui du candidat UMP Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille depuis 1995. « *La mise à disposition d'un terrain ne règle rien*

et peut avoir comme effet pervers d'attirer d'autres Roms », tranche Yves Moraine, l'un de ses porte-parole. Avant de rappeler qu'« *à Marseille, nous avons mis quinze ans à éradiquer les bidonvilles, il y en avait encore en 1995* ». La solution du candidat UMP à la mairie de Marseille ? « *Il faut que les Roms ne viennent plus, ils ne peuvent pas s'intégrer* », répond Yves Moraine. Et pour les familles présentes depuis des années dans la Ville et dont les enfants sont nés en France ? « *Ceux qui sont présents, légalement puisque la Roumanie fait partie de l'UE, cela ne leur donne pas le droit d'occuper le sol de façon illégale.* »

À Aix-en-Provence, Édouard Baldo, le candidat PS issu de la primaire, veut lui aussi rompre avec le cycle des expulsions qui « *ne servent à rien* ». « *Ce qu'a fait la commune de Gardanne est courageux et organisé, ça me convient tout à fait* », indique-t-il. Et concrètement ? L'avocat veut créer une nouvelle zone d'accueil, à la fois pour les gens du voyage et les Roms, car « *celle existante ne remplit plus les normes* ». L'emplacement reste flou – « *à Cabriès peut-être* ». « *Il faut créer un environnement social qui permette de scolariser les enfants et de travailler avec les familles roms, pour celles qui veulent rester* », dit-il. Une mission dévolue au centre communal d'action social, qui, selon l'avocat, ne joue actuellement pas du tout son rôle.

À Martigues, le maire (PCF) Gaby Charroux s'est, lui, retrouvé devant le fait accompli. Depuis mai 2013, cinq familles roms (42 personnes) squattent une villa appartenant à la Dreal (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), située sur le tracé du futur contournement autoroutier menant à la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer. Comme à Gardanne, un collectif de soutien s'est aussitôt créé. « *Nous avons travaillé sur la salubrité, en faisant changer tout le système électrique et ramoner les cheminées* », explique Frédéric Grimaud, enseignant à Martigues et membre du collectif Roms. Le 17 décembre 2013, le juge des référés a autorisé la Dreal à les expulser.

Le maire de Martigues, qui nie avoir incité la Dreal à agir en justice, dit avoir obtenu que l'expulsion soit différée « *au moins jusqu'à la fin de la scolarisation des enfants en juin 2014* ». À la tête d'une liste de rassemblement (Front de gauche, PS et écolos), son discours est ambigu. Gaby Charroux constate que les Roms « *n'embêtent personne* », mais estime que la Ville remplit déjà ses obligations « *au-delà de ce qui est demandé* » avec « *près de 30 % de logements sociaux* » et « *un lieu d'accueil pour les gitans depuis trente ans* ». N'empêche, « *certains ont vite vu l'intérêt d'une main-d'œuvre au noir, corvéable à*

merci, constate le maire. Au bout d'une semaine les camions des entreprises du bâtiment sont venus les chercher devant la maison... »

Boîte noire

Je me suis rendue à Gardanne à deux reprises en janvier 2014. Les candidats aux municipales ont ensuite été joints par téléphone entre les 24 et 27 janvier. Contacté, le commandant de gendarmerie Gobillard n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet, mais a confirmé ses propos cités par *Énergie*, le magazine municipal de Gardanne de janvier 2014.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.